



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 24 mars 2015

CRÈCHE CLAIR DE LUNE (SAINT ANDRÉ) : TROIS SALARIÉES SANS SALAIRE

En septembre 2014, deux salariées de la crèche Clair de Lune à Saint André, licenciées et pas payées de leurs salaires avaient fait appel à la solidarité des militants de l'URE-CGTR pour obliger leur patron à leur verser leur dû.

La présence de plusieurs camarades de l'union à leurs côtés devant les portes de l'entreprise avait obligé le gérant à régler les arriérés de salaires le jour même par virement.

Cette action ne lui a visiblement pas servi de leçon car aujourd'hui il recommence à nouveau avec trois autres employées qu'il ne paie plus. L'une depuis janvier 2015, ses deux autres collègues depuis février et qu'il se permet en plus d'insulter.

Crèche privée, Clair de Lune bénéficie d'aides financières publiques plus que confortables du Département et de la Région. A cela s'ajoutent les contributions financières des parents qui s'élèvent à plusieurs centaines d'euros par mois et par enfant !

L'URE-CGTR dénonce les pratiques indignes dont sont victimes ces travailleuses et fera tout pour que leurs droits soient respectés.

CHAMBRE D'AGRICULTURE : SOUS EFFECTIFS ET PRESSION ACCRUE SUR LES SALARIÉS

Etant donné que la direction de la chambre ne remplace plus les départs volontaires et en retraite depuis des années, nombre de services se retrouvent en sous-effectif. C'est le cas du service de gestion où un responsable de Saint Pierre doit partir en retraite. La direction n'a pas trouvé mieux que de redistribuer ses dossiers dans les différentes régions, en particulier dans l'est qui récupère les trois quarts des dossiers.

Cette décision de la direction s'est faite sans discussion avec les salariés qui récupèrent ces dossiers et se retrouvent donc avec un surcroît de travail. Les travailleurs concernés ont fait savoir à la direction qu'ils n'étaient pas d'accord.

Pour la CGTR de la Chambre, la seule solution à ce problème est l'embauche. La direction ne veut pas en entendre parler, car elle veut faire payer les conséquences de sa gestion budgétaire et des restrictions de fonds publics au personnel. Dans ces conditions, les travailleurs de la Chambre, s'ils ne veulent pas subir les conséquences de cette politique d'économies à tout va, n'auront d'autres choix que de se battre collectivement pour que tous les partants soient remplacés.

TEREOS A LES MOYENS DE PAYER

Tereos, 5ème producteur sucrier mondial, a vu ses volumes de production de sucre de canne augmenter de 4,5 % en un an au niveau mondial.

Dans l'Océan Indien, ils ont augmenté de 8 % dont 32 % de plus pour le Mozambique. Le chiffre d'affaire de la division canne, à taux de change constant, s'est établi à 786 millions d'euros pour les trois derniers trimestres de 2014, en hausse de 5 % sur 2013.

Et la direction de Tereos est en train de chipoter pour augmenter les salaires et prétend même vouloir baisser la prime d'intéressement de 500 € ?

Pourquoi sinon pour permettre à ses actionnaires de continuer à se sucrer sur le dos des salariés ?

CACHEZ CETTE INFLATION QUE JE NE SAURAI VOIR...

Patronat et gouvernement se réfugient derrière les chiffres de l'inflation affichés par l'Insee pour ne pas augmenter salaires et pensions. L'Insee Réunion vient ainsi d'annoncer que les prix auraient reculés de 1,2 %...

Ce n'est en tout cas pas le cas pour ceux de l'essence, du gazole et de la bouteille de gaz qui ont recommencé à augmenter en mars et dont on nous annonce encore la hausse en avril, sans compter ces milliers d'augmentations, bien réelles et qui plombent le pouvoir d'achat des classes populaires, mais dont on ne fait aucune publicité.

Le trucage de l'indice des prix est un vieux procédé utilisé par tous les exploités. Casser le thermomètre n'empêchera pas un jour la fièvre sociale de monter.

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

SAUPOUDRAGE SOCIAL

Le gouvernement vient d'annoncer peu avant les élections cantonales que l'allocation de soutien familial destinée aux parents isolés qui concerne environ 740.000 enfants en France sera revalorisée de 4,75 euros par mois et que pour les 400.000 familles de 3 enfants et plus vivant en dessous du seuil de pauvreté, l'augmentation mensuelle sera de 18,50 euros par mois.

Si c'est comme cela que le gouvernement compte lutter contre la misère, les familles les plus pauvres ne sont pas sorties d'affaire !

Quelques miettes pour les plus déshérités, mais des milliards pour les plus riches et pour le patronat, voilà à quoi se résume la politique de Hollande et son gouvernement !

UNE POLITIQUE AUSTÉRITAIRE QUI NOUS MET EN DANGER

Face au déficit de médecins dans les hôpitaux, ces derniers faisaient appel ponctuellement à des spécialistes qui se faisaient à prix d'or et contribuaient à creuser leur déficit financier. Le gouvernement, pour palier ce problème, s'appête à faire voter une loi pour permettre aux médecins hospitaliers de continuer... jusqu'à 72 ans!

Voilà à quelles extrémités la politique de casse des services publics et parallèlement de dilapidation des deniers publics à fonds perdus au bénéfice des capitalistes mène aujourd'hui le gouvernement.

Avant de passer sur le billot pour une opération, demandez dorénavant quel âge a le chirurgien !

« CRASH ÉCLAIR » SUR LE DOLLAR: POU德里ÈRES SPÉCULATIVES

Deux heures après la publication du communiqué de la Réserve fédérale américaine (FED) sur sa politique des taux, le dollar a connu mercredi 18 mars un « flash crash » ou crash éclair, plongeant de 4,6 % en quelques secondes, avant de remonter.

D'importants fonds de pension ont alors jugé urgent de vendre massivement des dollars, contre des euros. Le cours du dollar en a été brutalement perturbé. Cela a entraîné, en quelques microsecondes, une réaction des firmes de trading haute-fréquence, qui se sont immédiatement retirées du marché pour se protéger, amplifiant le mouvement chaotique de la monnaie américaine.

Cette péripétie a été jusqu'ici sans conséquence importante. Mais elle illustre le fait que l'économie, tenue en main par des spéculateurs de haut vol, repose sur une poudrière qui peut, en quelques mini-secondes la faire voler en éclats, et précipiter l'humanité dans la catastrophe.

GRÈVE ET RASSEMBLEMENT À SAINT DENIS LE 9 AVRIL POUR NOS REVENDICATIONS

Le 9 avril prochain, les travailleurs, les chômeurs et les retraités sont appelés par l'intersyndicale CGTR-FO-FSU-Solidaires à manifester leur mécontentement de la politique d'austérité menée par le gouvernement et le patronat.

Dans les entreprises où ont lieu des NAO, les augmentations de salaires accordées par les patrons n'excèdent pas 1%, loin derrière l'inflation réelle. Le gouvernement se refuse à augmenter le SMIC à un niveau qui permettrait à une famille de faire face à ses besoins de base. Il a décidé de geler toutes les retraites jusqu'en octobre 2015 allant ainsi au devant des demandes du Médef qui, encouragé par tant de complaisance, a fait savoir lors des dernières négociations du COR qu'il souhaitait prolonger ce gel... jusqu'en 2018 !

Quant au chômage, il affecte de plus en plus de travailleurs et pendant des périodes de plus en plus longues. La précarité, les CDD deviennent la règle et les patrons profitent de cette situation pour imposer aux travailleurs leurs quatre volontés, pour les humilier et les exploiter encore plus.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette offensive anti-ouvrière. Les travailleurs quand ils se mettent collectivement en lutte sont en capacité de faire reculer patrons et gouvernements. Les grèves récentes à la GTOI et à la SRPP sont là pour le confirmer. Sans le travail des salariés, rien ne se fait. Les travailleurs en se mettant en grève massivement ont les moyens d'obtenir ce dont ils ont besoin, ce qu'ils veulent. C'est la seule façon de se faire comprendre de leurs exploiters.

Alors le 9 avril tous et toutes en grève et au rassemblement devant la Préfecture à Saint Denis dès 10 heures !

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

Venez nombreux !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68